

Du 4 Mars au 4 Avril 2019 : un mois de mobilisation contre les Lois Blanquer-Vidal en Loire Atlantique

Lors des grèves (appelées par des intersyndicales nationales) du 14 décembre 2018 et du 5 février 2019, les personnel.les de l'éducation de Loire Atlantique se sont réuni.es en Assemblées Générales - réunissant des représentant-es des écoles, des collèges, des lycées, et du supérieur et administratifs -ce qui n'était pas vraiment arrivé depuis au moins 10 ans et nous a d'emblée paru indiquer une disponibilité retrouvée des personnel.les de notre secteur pour l'action. Ensemble nous avons échangé sur l'accélération des réformes qui depuis 2002 attaquent l'École publique (Lois Fillon, Darcos, Chatel, Réforme du Collège, Dispositif parcoursup, réforme du bac, réforme du lycée, loi de l'école de la "confiance", réforme de la formation des enseignant.es, projets concernant l'éducation prioritaire et la Fonction publique), et sur la manière de construire une mobilisation pour mettre un coup d'arrêt à cette politique. Lors de ces deux AG, les constats repris par tou-tes étaient largement inspirés des revendications la CGT Educ'Action.

Devant l'urgence de la situation, mais surtout le plaisir manifeste de retrouver une envie d'agir collectivement, l'AG du 5 février 2019 (150 présent(e)s) a appelé à une grève départementale le lundi 4 mars avec le soutien de l'intersyndicale FSU44-CGT44-SUD44. Elle a donné lieu à un rassemblement à l'IA et à une manifestation dans le centre de Nantes d'environ 550 personnel.les. L'AG qui a suivi a réuni 350 collègues à la Maison des Syndicats de Nantes, majoritairement du premier degré, qui ont décidé de s'engager dans une grève reconductible à partir du 11 mars, date à laquelle nous nous sommes réunis à l'IA de nouveau puis au Rectorat avant de tenir une AG de 450 personnes à la fac de droit. Depuis le 11 mars, des enseignant(e)s (majoritairement du premier degré) du département sont en grève reconductible. D'autres ont fait grève par rotation ou en pointillés. Juxtaposant leur mobilisation avec celles des Parents d'Elèves mobilisés sur beaucoup d'établissements, à travers des blocages d'entrée devant les grilles, des occupations d'écoles en soirée ; voire des opérations «écoles vides ». Jeudi 14 mars, les grévistes tous degrés confondus – soutenus par des parents d'élèves fortement mobilisés - ont rejoint les formateurs et les formatrices de l'ESPE de Nantes pour échanger sur les attaques qui visent la formation des enseignant.es. La réunion a rassemblé 350 personnes.



Jeudi soir, une nuit de l'éducation a permis aux collègues d'échanger entre eux et avec les parents d'élèves dans plusieurs écoles du département et au lycée Guist'hau de Nantes. Ces multiples réunions (sectorisées géographiquement) ont rassemblé de quelques dizaines à plus d'une centaine de personnes selon les cas (plus de 1000 personnes en tout selon les RG !). Une multitude d'autres actions locales ont pu être menées grâce au temps libéré par la grève (réunions par secteurs, rencontres avec des élu.es, etc.).

Par ailleurs, des collègues de lycées, mobilisé.es dans leurs établissements et au sein d'un collectif (CCRB44) (qui a vu le jour en novembre dernier), multiplient les opérations 20/20, les démissions de PP, les démissions du CA d'établissement. Le collectif organise une réunion hebdomadaire et diffuse les informations sur une liste de mails et sur son site internet. En collège, la situation est plus atone, même si des PP ont démissionné également et si des réunions se sont tenues dans plusieurs collèges pour apprécier la situation et envisager des formes plus actives de participation au mouvement, et même si quelques collègues ont fait grève ou se sont joints aux actions régulièrement.

Samedi matin 16 Mars, un rassemblement départemental éducation a permis aux personnel.les et parents de se retrouver à plus de 700 au miroir d'eau. de Nantes.



Après avoir singé la destruction de l'Ecole Publique à travers un *Blanquer Game* » ils ont défilé ensuite jusqu'à la Préfecture. La présence d'un grand nombre de parents et d'une Batuccada ont contribué à dynamiser cette action officiellement recensées 800 participants(e)s (toujours selon les RG) Enfin lundi 18 mars, une réunion publique parents-profs du secteur ouest de Nantes a rassemblé 147 personnes à la salle de l'Égalité de Chantenay. Elle a contribué à approfondir les liens qui se tissent entre personnel.les et parents d'élèves.

Dès le 19 mars – à l'occasion de l'appel intersyndical et interprofessionnel national – , l'amplification du mouvement EN s'est alors clairement fait apparaître. D'abord par une assemblée générale de près de 600 personnels demandant à l'intersyndicale d'interpeller officiellement leurs instances nationales en vue d'un appel à la grèves ur l'ensemble du territoire (indépendamment des périodes de vacances scolaires). Ensuite dans le fait que

l'intersyndicale EN 44 se voit rejointe par FO. Enfin et surtout par le fait que dans un cortège nantais de 6500 manifestant(e)s, près de la moitié était composée par l'Educ Nat.



Dans la foulée – avec une partie certes minime mais très déterminée, mobile et réactive de grévistes reconductibles- deux appels (entérinés par les AG souveraines) de manifestations départementales sont lancés :

- le samedi 23 Mars 1200 enseignants et parents défilent à nouveau dans les rues de Nantes.
- Le samedi 23 600 personnes se rassemblent à nouveau. Et entre les deux de nombreuses opérations (plus ou moins médiatiques d'interpellation de conseils municipaux de l'agglomération nantaise, de députés et/ou sénateurs du département, et de réunions d'informations publiques destinées aux parents pour rétablir la vérité « *sur celles et ceux qui produisent les fake-news.* »

Enfin le 4 Avril 2019, (la veille des vacances scolaires pour le département) et à l'appel de l'intersyndicale Nationale, 1 enseignant(e) sur 4 du premier gréviste et 1 enseignant(e) sur 12 du second degré (rejoins enfin par quelques universitaires) sont comptés grévistes. Après une 5^è assemblée générale ou 487 présent(e)s prennent date pour :

- **un rassemblement parents-personnel.les à 11h au Miroir d'eau à Nantes le Samedi 27 avril**
- **une journée de blocage des écoles et établissements dans tous le département, le Mardi 30 avril :**
- **une nouvelle (et 6^è) Assemblée Générale des personnel.les dès 9h00 à la maison des Syndicats de Nantes et à la composition de cortèges Education déterminés et puissants dans toutes les manifestations du 1^{er} mai de Loire Atlantique (Nantes, St Nazaire, Ancenis, Châteaubriant)**
- **à une nouvelle journée de grève de toute la fonction publique à l'appel de l'intersyndicale nationale avec pour les personnel EN un rassemblement devant l'IA à 8h00**

- enfin (en lien avec les parents mobilisé) à une action écoles vides dans tous le département) le vendredi 10 Mai, des préavis départementaux de grève ayant déjà été posés.

nous nous retrouvons encore une fois près de 1500 dans les rues de Nantes en concluant la manifestation devant la Préfecture de Nantes dans le pastiche d'une position de domination subie (cf article 1 de la loi Blanquer), qu'au nom de notre éthique d'enseignant(e)s nous n'accepterons jamais !



Sur plus d'un mois, on peut estimer que la presse régionale et nationale a bien couvert les grèves, les rassemblements, les manifestations, les diverses actions d'établissements et les AG. Si bien que le Ministère, le Rectorat de Nantes et l'Inspection d'académie ont donné des signes d'inquiétude et des consignes de fermeté aux chefs d'établissements : les collègues du lycée Jules Verne ont reçu un courrier avec des formules visant à produire un effet d'intimidation pour les enjoindre à cesser de mettre des 20/20, ceux de Guist'hau ont été menacés d'être délogés par la police lorsqu'ils et elles ont annoncé leur intention d'organiser une nuit de l'éducation, et partout la hiérarchie essaye d'entraver le dialogue entre personnel.les et parents. Jusqu'à présent, ces menaces ont plutôt eu l'effet inverse de ce qu'escomptaient leurs auteurs et les collègues restent d'autant plus mobilisés. Mais ce resserrement autoritaire est un paramètre à prendre en compte à l'avenir. Enfin, au-delà de notre opposition aux réformes Blanquer, l'idée qui s'est exprimée souvent dans nos AG c'est qu'il est nécessaire de construire un vaste mouvement social pour un autre service public d'éducation, plus égalitaire, exigeant en termes de savoirs et de culture pour tous les élèves sans exception, et porté par des fonctionnaires de l'éducation débarrassés des méthodes managériales, mieux payés, plus nombreux-ses pour diminuer les effectifs des classes, et mieux formés pour faire réussir les élèves.

L'Assemblée Générale du 1^{er} Mai au matin sera déterminante pour inventer le coup d'après sachant qu'à ce jour les personnel.les mobilisés comptent désormais sur trois choses :

- l'extension de la mobilisation à une majorité de collègues de l'éducation du département, quelle que soit la forme que nous déciderons de lui donner,
- l'extension de l'action aux autres départements avec l'appui de l'intersyndicale nationale,
- la prise en charge par les parents d'élèves de la part qui leur revient dans le mouvement.

En conclusion, le gouvernement feint d'ignorer notre mobilisation, mais il la suit de près. Ce qui s'est passé en Loire Atlantique, en Ile de France ou en Haute Garonne ces derniers mois et ces dernières semaines, et qui a eu un rôle déterminant pour alerter la profession et les familles, pourrait bien avoir des répliques dans d'autres départements, voire dans tout le pays et il le sait. Il essaye par tous les moyens de déminer le terrain en essayant d'intimider les personnel.les et de flatter l'opinion publique avec des mesures écrans de fumée qui parsèment ses textes de loi et ses expressions publiques. Il fait adopter ses projets au moyen de procédure accélérées, même si le Sénat ne lui facilite pas toujours les choses (le projet de loi pour une école de la "confiance" a été adopté le 19 février à l'Assemblée Nationale et devrait être examiné au Sénat en avril-mai pour un vote autour du 13 mai). Il craint par dessus tout une jonction des mobilisations qui ont cours dans les divers degrés du système éducatif, a fortiori si les parents d'élèves s'en mêle vraiment.

A nous de lui donner de bonnes raisons de douter et de nous redouter !